* En bref

Afghanistan : De nouvelles aides financières suite au séisme.

Bangladesh : *Secteur bancaire :* De nombreux établissements privés fragilisés par le versement de dividendes trop élevés. La banque centrale encadre les abandons de créances. *TIC :*  Ouverture à la concurrence du marché de la bande passante.

Bhoutan : Les incitations aux transferts de fonds en provenance de l'étranger sont portées à 2 %.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Evolution contrastée des indices PMI. *Finances publiques :* Nouvelles taxes levées, dont la principale porte sur le pétrole. *Politique monétaire et de change* *:* Pressions baissières sur la roupie. La RBI aurait effectué une recommandation au gouvernement indien en vue d’inciter la New Development Bank, la Banque des BRICS, à émettre un emprunt obligataire en roupies. Mesures adoptées par la RBI pour freiner l'érosion du cours de change de la roupie. *Informations sectorielles :* Narendra Modi inaugure la Digital India week et annonce le lancement de quatre nouveaux programmes

Népal : Augmentation des prix de l’énergie.

Pakistan : L'accord entre le Pakistan et le FMI concernant la 7ème, voire la 8ème phase de la facilité élargie de crédit du FMI (EFF) est toujours en suspens. A 15%, le taux directeur de la banque (SBP) centrale atteint son niveau maximal depuis 2008. Les réserves de change de la SBP ont chuté de 493 MUSD à 9,8 Mds USD au 30 juin. Les réserves détenues par le SBP ouvrent moins de 1,4 mois d'importations.

Sri Lanka : Forte accélération de l’inflation en juin qui dépasse les 50%. Augmentation de 100 pdb des taux directeurs de la Banque Centrale. L’Inde premier bailleur de fonds bilatéral de Sri Lanka sur les quatre premiers mois de l’année 2022.

* Afghanistan

De nouvelles aides financières suite au séisme

En complément de l’aide annoncée par le gouvernement taliban à hauteur de 1 Md AFN (11,2 M USD), la Chambre de Commerce et d'Investissement d'Afghanistan (ACCI) a fourni plus de 20 M d'AFN (227K USD) aux personnes touchées par le tremblement de terre du 22 juin dernier. L’ACCI a également annoncé que le secteur privé afghan avait apporté une aide supplémentaire à hauteur de 150 M d'AFN (1,7 M USD). Ce soutien vient s’ajouter aux différentes aides multilatérales et bilatérales annoncées la semaine dernière ([voir Brèves 2022-26](https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/92257036-6ecf-4238-a9fa-514898aee437/files/9ff9208e-9152-4d39-96fb-d54ef794288a)). Pour rappel, une très grande majorité des réserves de la Banque centrale afghane, d’une valeur d’environ 9 Mds USD, sont immobilisées à la Reserve Fédérale de New York et ont été gelées depuis la prise de pouvoir des Talibans en août 2021.

* Bangladesh

*Secteur bancaire*

De nombreux établissements privés fragilisés par le versement de dividendes trop élevés

Ayant bénéficié durant près de deux ans d’un moratoire sur le rééchelonnement des créances douteuses, de nombreux établissements bancaires privés ont continué à verser des dividendes substantiels et leur niveau de réserves obligatoires (Cash Reserve Ratio) a baissé drastiquement ; pour 41 banques privées (sur 44 banques domestiques), il est passé en un an de l’équivalent de 500 M€ à moins de 80 M€ en mars 2022, soit une baisse de 84% en g.a. selon la banque centrale.

La fin du moratoire s’est traduite par une hausse des créances douteuses (default loans), qui atteignaient fin mars l’équivalent de 11,3 Mds€ contre 10,3 Mds € fin décembre dernier.

Selon la Bangladesh Bank, 25 banques sur 41 n’ont pas d’excédent sur leurs réserves obligatoires, et à peine 8 ont un niveau supérieur à 10 M€ . Pour l’ensemble du secteur, le défaut de provisions a triplé en un an et atteint 147 Mds TK (1,47 Mds €) fin mars ; 8 établissements accumulent ensemble un passif de 208 Mds TK dont 4 banques privées (Mutual Trust Bank, Standard Bank, Bangladesh Commerce bank, National Bank) et 4 banques publiques (Agrani Bank, BASIC Bank, Janata Bank, Rupali Bank).

Les banques cotées à la bourse de Dhaka sont tenues de verser un minimum de 10% de dividendes annuels pour rester cotées en catégorie A (33 banques sont aujourd’hui cotées dont 28 en A). La Bangladesh Bank avait décidé le 24 février 2021 de plafonner le versement des dividendes à 15% (en numéraire) pour les établissements financiers non bancaires, compte tenu de l’état financier dégradé du secteur des NBFI mais n’avait pas émis de régulation sur les banques.

Le niveau des prêts non performants pour les NBFI s’élevait fin mars dernier à 126,4 Mds TK (1,3 Md €) contre 103,3 Mds TK fin décembre 2021 et 100,54 Mds TK fin 2020.

La banque centrale encadre les abandons de créances

Face à la recrudescence des créances douteuses, la Bangladesh Bank a récemment plafonné à 1 M TK (10.000€) les abandons de créance sur les intérêts, et interdit ceux sur le principal.

En 2021, les banques ont effacé pour près de 18,6 Mds TK (185 M€) d’intérêts contre 15,8 Mds TK en 2020, et 11,94 Mds TK en 2018, en dépit de facilités accordées pour ne pas reclassifier les prêts en créances douteuses (les débiteurs étant autorisés à ne débourser que 15% des montants dûs). Dans le même temps, les recouvrement de créances ont chuté, passant de 58 Mds TK en 2020 à 45 Mds TK en 2021 (450 M€).

Depuis que la mesure a été introduite en 2003, les banques ont effacé un cumul de créances de près de 585 Mds TK à fin 2021 (5,85 Mds€) ; pour la seule année 2021, 24,4 Mds TK (244 M€) ont été effacés contre 9,7 Mds TK en 2020.

*TIC*

Ouverture à la concurrence du marché de la bande passante

Le régulateur Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission (BTRC) a reçu 6 demandes de licences suite à un appel d’offres clos le 10 mai dernier pour l’octroi aux opérateurs privés de licences leur permettant de fournir de la bande passante via des câbles sous-marins de fibre optique, domaine jusque là réservé à l’opérateur public Bangladesh Submarine Cable Company Ltd (BSCCL), alors que la plupart des pays voisins ont déjà ouvert leur marché. Parmi les candidats, on retrouve Summit Communications, Fiber@Home, et Mango Teleservices.

La licence de base coûtera 100 M BDT (1 M€) et la licence annuelle 30 M BDT (300.000€). Les opérateurs disposeront d’un délai de deux ans après l’octroi pour entrer en service.

La demande de bande passante a explosé ces dernières années et l’apport des investissements privés conduira à baisser les coûts d’accès pour les usagers.

Le développement des réseaux 4 G a poussé la demande de bande passante par internet, qui progresse annuellement de 60%. La consommation qui s’élevait à 464 Gbps (Gigabits par seconde) fin 2017, est montée à 1826 Gbps en 2020, et la pandémie de la Covid-19 l’a portée à 2657 Gbps fin 2021 et 3440 Gbps en mars 2022, selon la BTRC. 2050 Gbps sont fournis par les deux câbles et 1400 par l’Inde. La demande pourrait atteindre 35.000 Gbps en 2030 selon le ministre des télécommunications.

Environ 650 Gpbs sont fournis par le 1er câble de BSCCL connecté depuis 2006 au réseau East Asia–Middle East–Western Europe 4 (SEA-ME-WE 4), dont le cycle de vie s’achèvera théoriquement en 2025, et 2000 Gbps par le deuxième relié depuis 2017 au réseau SEA-ME-WE 5, dont la capacité atteint 2500 Gbps.

Le reste de la demande est fourni par 7 compagnies étrangères important la bande passante d’Inde depuis 2012, dont Summit Communications (700 Gbps) et Fiber@home (300 Gbps). Bien que plus lentes, ces connexions terrestres (ITC ou International Terrestrial Cable) assurent une réserve en cas de défaillance des deux câbles. Les premier et deuxième câbles ont respectivement coûté 5 Mds Tk (55 M€) et 6,6 Mds Tk (70 M€, dont 44 MUSD de prêts de la part de l’Islamic Development Bank).

Le Bhoutan a confirmé en avril dernier l’achat de 10 Gbps de bande passante internet au Bangladesh, et l’Arabie Saoudite a également manifesté un intérêt.

Enfin, un 3ème câble sous-marin financé par BSCCL (<http://www.bsccl.com.bd>) et connecté au réseau South East Asia–Middle East–Western Europe 6 (SEA-ME-WE 6) devrait entrer en service en 2025, qui apportera 13.200 Gbps.

Les travaux vont couvrir la fourniture et la pose d’un réseau principal de 13.275 km de câbles sous-marins et d’un réseau secondaire de 1850 km.

Fondée en juillet 2008, BSCCL (<http://www.bsccl.com.bd>) est cotée à la bourse de Dhaka depuis juin 2012 (l’Etat détenant encore 74% du capital); elle a dégagé 5 Mds Tk de bénéfices, ou 5 M€ lors de l’exercice 2020/2021 et versé 37% de dividendes (cash) contre 20% en FY 2020 et 16% en 2019.

* Bhoutan

Les incitations aux transferts de fonds en provenance de l'étranger sont portées à 2 %

Pour encourager les transferts de fonds, la Royal Monetary Authority (RMA) avait lancé un programme d'incitation en numéraire pour les Bhoutanais de l'étranger dès le 1er juin 2021, pour une période d’essai d’un an. Cette semaine, la RMA a prolongé de six mois le programme d'incitation aux envois de fonds.

Les bénéficiaires percevront une marge de 2% de leur transfert lors de la conversion du montant envoyé en BTN en utilisant les taux de change en vigueur par le biais des canaux bancaires et des opérateurs de transfert d'argent internationaux.

Toutefois, la RMA a déclaré que l'incitation ne serait pas applicable aux transferts de fonds reçus dans le cadre d’IDE, de dons et de flux commerciaux, y compris les transferts de fonds destinés aux ONG.

Le dernier bulletin statistique mensuel de la RMA fait état d'un transfert de fonds de 286,1 M BTN, soit l’équivalent de 3,24 M USD en janvier 2022.

Plus de la moitié des transferts de fonds reçus en janvier de cette année étaient des dollars, soit 2,05 M USD ( 152,28 M BTN). Un tiers des envois de fonds provenaient d'Australie, soit 101,76 M BTN, ce qui correspond à 1,9 M AUD.

Selon le rapport budgétaire 2022-23 du ministère des Finances, les réserves en devises étrangères du Bhoutan ont été estimées à 1,33 Md USD pour l'année fiscale en cours, contre 1,56 Md USD pour l'année fiscale précédente.

Sur ce total, les réserves en devises convertibles sont estimées à 1,157 Md USD et les réserves en roupies indiennes à 13,076 Mds BTN (171,6 M USD).

Les réserves totales seraient suffisantes pour financer 22 mois d'importations essentielles, selon le rapport budgétaire 2022-2023 du ministère des Finances. Cependant, le ministère prévient que la tendance à la baisse des réserves, l'absence de nouveaux investissements générant des recettes en devises et une augmentation significative des importations pourraient mettre en danger la pérennité du régime de taux de change fixe.

A noter que la RMA a également lancé la plateforme *RemitBhutan* en septembre 2016 pour permettre aux Bhoutanais non-résidents d’envoyer leurs économies et leurs gains au Bhoutan par un canal bancaire formel. Il existe actuellement 2 534 comptes sur cette plateforme.

* Inde

*Indicateurs macroéconomiques*

Evolution contrastée des indices PMI

L'indice PMI des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier a continué de fléchir en juin, prolongeant ainsi une tendance établie depuis septembre 2021. Il revient ainsi de 54,6 en mai à 53,9 points en juin. Le ralentissement de la hausse de la production, des carnets de commandes, de la constitution de stocks et de l'emploi ont contribué à ce fléchissement de l'indice, qui demeure toutefois en territoire positif, augurant ainsi une poursuite de la croissance du secteur, quoiqu'à un rythme moindre. L'élément pesant le plus sur la confiance des chefs d'entreprise résulte des tensions inflationnistes enregistrées que la plupart d'entre eux ne peut répercuter entièrement dans leurs prix de vente.

En revanche, l'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services continue de progresser, signalant ainsi l'effet retardé de la reprise des services par rapport au secteur manufacturier, dont la reprise avait été antérieure. Ainsi,  l'indice PMI dans le secteur des services progresse de 58,9 en mai à 59,2 points en juin 2022, s'établissant à un plus haut depuis 2011. D'après les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête, la poursuite de l'amélioration de la demande consécutive à la levée des restrictions sanitaires, l'augmentation des capacités et un environnement favorable participent de cette embellie. Néanmoins, comme leurs confrères du secteur manufacturier, les chefs d'entreprise du secteur des services soulignent les tensions inflationnistes, qui pèsent sur leurs perspectives de croissance.  En outre, 94% des entreprises sondées ont indiqué ne pas avoir procédé à des recrutements supplémentaires.

*Finances publiques*

Nouvelles taxes levées, dont la principale porte sur le pétrole

Le gouvernement indien a introduit une taxe à caractère exceptionnel destinée à limiter les effets d'aubaine dont profitent les compagnies pétrolières à l'export.Une taxe de 6 roupies par litre d'essence et de kérosène exporté et de 13 roupies par litre de diesel exporté est applicable à partir du 1er juillet. Cette taxes s'applique aux entreprises ayant accru leurs exportations de carburant pour tirer parti de marges à l'export supérieures à celles offertes par le marché intérieur. En outre, il est prélevé une taxe de 23250 roupies par tonne de pétrole brut produite sur le marché intérieur.

Ces recettes exceptionnelles devraient permettre de compenser plus des trois quarts du manque à gagner consécutif à la réduction des droits d'accise que le gouvernement a consentie en mai pour peser sur l'évolution de l'indice des prix. Ces nouveaux impôts ont également pour effet de dissuader les entreprises concernées, telles que Reliance et Nayara de privilégier les marchés à l'export, comme elles l'ont fait en avril et mai et de réaffecter le pétrole qu'elles importent au marché intérieur.

La taxe sera toutefois assujettie à révision tous les quinze jours, en fonction de l'évolution des cours du baril. D'après le Secrétaire Bajaj, en charge des recettes fiscales au Ministère des Finances, les profits exceptionnels réalisés par les entreprises pétrolières disparaîtraient en liaison avec une baisse de 40 USD du cours du baril.

Parallèlement, consécutivement à un triplement des importations d'or en juin, induites probablement par la remontée des anticipations d'inflation des ménages, le gouvernement a choisi de relever de 7,5% à 12, 5% les taxes à l'importation sur l'or. En mai, les importations d'or avaient crû de près de 700%.

*Politique monétaire et de change*

Pressions baissières sur la roupie

Le creusement du deficit commercial en juin, à 25,63 Mds USD, contre 9,61 Mds USD un an auparavant explique la nette dépréciation de la roupie, qui a touché un plus bas historique de 79,37 INR pour un dollar en début de semaine. Les cambistes craignent en effet que le deficit courant ne se creuse, passant de 1,2% du PIB en 2022 à 3,2% du PIB en 2023. En outre, les sorties de capitaux induites par les ventes nettes d'actions ont atteint 6,6 Mds USD en juin, un record, portant les cessions nettes sur actions à plus de 30 Mds USD depuis le 1er janvier.

Nomura s'attend désormais à ce que la roupie continue de s'effriter, à quelque 82 INR pour un dollar au T3 2022 et à quelque 81 USD pour un dollar au T4 2022, dans in contexte où les interventions de la RBI freineront la tendance, sans toutefois l'inverser. Goldman Sachs a également révisé à la baisse ses prévisions de change, à trois, six et douze mois, les portant à 80, 81 et 81 INR pour un dollar, contre 79, 79 et 78 INR pour un dollar précédemment.

La RBI aurait effectué une recommandation au gouvernement indien en vue d’inciter la New Development Bank, la Banque des BRICS, à émettre un emprunt obligataire en roupies

Dans le sillage de l'émission de 7 Mds CNY à 3 ans effectuée par la New Development Bank (NDB), la Banque multilatérale de développement dont l’Inde est l’un des membres fondateurs, sur le China Interbank Bond Market en mai 2022, il est possible que la banque des BRICS se voie assujettie à une demande de même nature du gouvernement Indien.

C'est du moins dans ce sens qu'il convient d'interpréter la demande de la RBI qui aurait recommandé que le gouvernement prenne l'attache de la banque des BRICS afin qu'elle émette un emprunt en roupies sur le marché international. Cette recommandation va dans le sens d'une diversification de la base d'investisseurs, essentiellement résidents, à hauteur de 98%.

Pour autant, cette émission risque d'achopper sur la faible liquidité du marché de la roupie par rapport à celle du yuan renminbi, dans un contexte où l'inclusion indicielle des titres d'Etat en roupies a été reportée sine die, alors qu'elle est effective depuis plusieurs années pour les obligations chinoises. L’autre élément de nature à rendre complexe une telle émission tient aux pressions à la baisse de la roupie, qui a reculé de plus de 6% face au dollar depuis le début de l’année. Néanmoins, l’information paraît crédible, dans la mesure où l’émission en roupies de la NDB alimenterait une demande en roupies en provenance des non-résidents.

Mesures adoptées par la RBI pour freiner l'érosion du cours de change de la roupie

Dans le contexte de l'effritement de la roupie cette semaine (cf. supra), qui devrait se poursuivre au cours des prochaines semaines, la RBI a adopté en urgence des mesures réglementaires destinées à promouvoir des flux d'entrées de capitaux émanant des non-résidents.

Les principales ont consisté à: (i) permettre aux investisseurs non-résidents d'acheter des titres d'Etat à 7 et 14 ans par la procédure dite FAR (fully accessible route), qui ne fixe pas de seuil de détention limite aux non-résidents; les exigences portant sur une échéance résiduelle de un an pour les titres d'Etat et les obligations des Sociétés Non-Financières (SNF) ont également été levées temporairement jusqu'au 31 octobre ; (ii) doubler le plafond bornant la capacité d'emprunt en devises auquel les entreprises sont soumises, en le portant à 1,5 Md USD ; (iii) autoriser les banques à exonérer de plafond la rémunération offerte aux non-résidents sur leurs dépôts en devises et sur leurs comptes en roupies offshore. La mesure est applicable jusqu'en novembre ; (iv) exempter de l'assiette des réserves obligatoires et du calcul du ratio de liquidité statutaire (SLR) les dépôts des non-résidents constitués entre la date de mise en application du dispositif et le 4 novembre.

*Informations sectorielles*

Narendra Modi inaugure la Digital India week et annonce le lancement de quatre nouveaux programmes

Du 4 au 9 juillet, le ministère indien de l’électronique et de l’IT (MeitY) a organisé la Digital India week à Gandhinagar au Gujarat pour célébrer les réalisations du programme Digital India lancé par le gouvernement indien en 2015 afin d’accélérer la transition numérique du pays. Cette conférence a été inaugurée par le Premier ministre Modi qui a lancé quatre nouveaux programmes : 1. Digital India Bhashini pour développer l’accès vocal multilingue à internet et aux services numériques, 2. Digital India Genesis, un projet de 93 M EUR visant à créer une plateforme DeepTech pour les startups, 3. Indiastack.global visant à promouvoir les infrastructures numériques indiennes (Indian Stack) à l’étranger, et 4. le portail Myscheme, visant à faciliter le recours par les citoyens indiens aux aides gouvernementales auxquelles ils sont éligibles. Le Premier ministre a également annoncé une première cohorte de 30 universités offrant des programmes de formation en conception de semi-conducteurs dans le cadre des initiatives Chips to Startup.

Le Service Economique Régional pour l’Inde et l’Asie du Sud était représenté à cet évènement par l’attachée pour le numérique et la ville durable, qui a présenté la feuille de route franco-indienne sur la cybersécurité et le numérique, le programme bilatéral IFTECH de rapprochement des écosystèmes de startups, et l’écosystème français de promotion de l’innovation.

* Népal

Augmentation des prix de l’énergie

La Nepal Oil Corporation (NOC), a pour la deuxième fois en trois semaines augmenté les prix de l’énergie : d’1,12% pour l’essence, passant de 179 NPR/L à 181 NPR/L, tandis que pour le diesel, le prix du litre a connu une hausse de 4,91%, passant de 163 NPR/L à 172 NPR/L. Cette augmentation intervient malgré les efforts du gouvernement pour contenir l’inflation causée par la guerre entre l’Ukraine et la Russie et la hausse des prix de l’Indian Oil Corporation (IOC) (voir [Brèves 2022-25](https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/0205c6ae-4a87-4032-93c6-d76ed4981309/files/3910e93b-a8eb-474f-946a-3f145e542bc6) et [Brèves 2022-26](https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/92257036-6ecf-4238-a9fa-514898aee437/files/9ff9208e-9152-4d39-96fb-d54ef794288a)). Pour rappel, le prix des transports a augmenté de 21,8% en g.a. et d’1,4% en g.m., entre mi-avril et mi-mai. A noter que malgré la crise russo-ukrainienne, le prix du gaz de cuisine est resté inchangé à 1800 NPR/bonbonnes.

* Pakistan

L'accord entre le Pakistan et le FMI concernant la 7ème, voire la 8ème phase de la facilité élargie de crédit du FMI (EFF) est toujours en suspens

Selon la presse, les demandes d’amélioration du FMI pourraient porter :

(i) sur la nécessaire mise en place par le Pakistan d’une loi anti-corruption ;

(ii) sur un blocage du FMI par rapport aux conditions prévues au budget pour résoudre le problème de la dette circulaire entre le Pakistan et les producteurs indépendants d’électricité (IPP) chinois. Ces conditions sont jugées trop favorables par rapport à celles prévues pour les IPP non-chinoises. On notera que Pékin, qui a récemment envoyé de très hauts fonctionnaires à Islamabad, refuse de modifier les conditions des accords pour les projets d’IPP dans le cadre du CPEC ;

(iii) sur le fait que les prix du gaz et de l’essence sont encore subventionnés ;

(iv) sur la mise en place de meilleures conditions économiques des grandes entreprises permettant in fine au Pakistan de renforcer sa capacité d’exportation.

On notera par ailleurs que les services du FMI sont attentifs au risque de voir le retour de M. Dar, qui a été hostile aux impôts sur les sociétés lors du gouvernement PML – N de 2013 à 2017. Les services du FMI étant beaucoup plus favorables à l’actuel ministre M. Miftah qu’à M. Dar.

A 15%, le taux directeur de la banque (SBP) centrale atteint son niveau maximal depuis 2008.

La Banque centrale du Pakistan (SBP) augmenté ses taux directeurs de 125 points de base. Selon la SBP, les prêts effectués par les banques auprès des entreprises privées ont enregistré une contraction de 8,0 % en année glissante en juin 2022, alors que leur dynamique était atone en mai22, avec une progression nulle en glissement annuel. Les acteurs du marché considèrent qu’une nouvelle hausse des taux directeurs devrait intervenir au cours des six prochains mois.

Les réserves de change de la SBP ont chuté de 493 MUSD à 9,8 Mds USD au 30 juin. Les réserves détenues par le SBP ouvrent moins de 1,4 mois d'importations.

La SBP prévoit une contraction de la croissance entre 3 et 4% en FY 2022/2023 pour un Indice des prix à la consommation (IPC) du Pakistan entre 13 et 16,0 % au cours de l'exercice.

La SBP est sans gouverneur depuis le 4 mai 2022.

Le gouvernement n'a toujours pas réussi à nommer un nouveau gouverneur de la Banque d'État du Pakistan (SBP), malgré une présélection de six candidats, en raison des divisions au sein de ses rangs, violant une loi qui l'oblige à nommer le gouverneur dans un délai d'un mois.

La principale force politique de la nouvelle majorité, le PML-N, avait en effet décidé en mai dernier de ne pas renouveler le mandat de l’ancien Gouverneur, le Dr Reza Baqir. Les entretiens avec six candidats ont été menés par le Premier ministre Shehbaz Sharif, assisté du ministre des Finances Miftah Ismail et du sénateur du Parti du peuple pakistanais (PPP) Saleem Mandviwalla.

La loi SBP de 1956 stipule que la nomination du nouveau gouverneur doit être finalisée dans un délai ne dépassant pas 30 jours à compter de la fin de mandat du gouverneur.

Le mois dernier, le gouvernement avait mené des entretiens avec six candidats (Asim Meraj Hussain, ancien fonctionnaire du FMI, le Dr Saeed Ahmad, conseiller principal du directeur exécutif du FMI, le Dr Murtaza Syed, gouverneur par intérim de la SBP, Jameel Ahmad et Zafar Masood, un banquier).

A priori, les inclinations de la coalition au pouvoir se porteraient vers M. Asim Meraj, en raison de son expérience au FMI, mais les candidatures du Dr Saeed Ahmad et du Dr Murtaza Syed seraient également présélectionnées.

* Sri Lanka

Forte accélération de l’inflation en juin qui dépasse les 50%.

L'indice des prix à la consommation de Colombo a augmenté à 54,6 % en juin 2022, contre 39,1 % en mai 2022. Cette augmentation de l'inflation en glissement annuel a été entraînée par les augmentations des catégories alimentaires et non alimentaires. L'inflation sur les produits alimentaires a augmenté à 80,1 % en juin 2022, contre 57,4 % en mai 2022, tandis que l'inflation non-alimentaire a augmenté à 42,4 % en juin 2022, contre 30,6 % en mai 2022. L'inflation sous-jacente s’est élevée en glissement annuel à 39,9 % en juin 2022, contre 28,4 % en mai 2022. Parallèlement, l'inflation annuelle moyenne est passée de 14,2 % en mai 2022 à 18,4 % en juin 2022. La variation mensuelle de l'indice des prix à la consommation s’est élevée à 12,80 % en juin 2022 en raison des augmentations de prix observées dans les catégories alimentaire et non alimentaire qui se sont élevées à 6,81 % et 5,99 %, respectivement. Dans la catégorie Aliments, les prix du poisson frais, des légumes, du pain, du riz et du lait en poudre ont considérablement augmenté au cours du mois de juin. En outre, les prix des articles de la catégorie non alimentaire ont été tirés à la hausse par les transports (essence, diesel, frais de camionnette scolaire et de bus), la restauration et l'hôtellerie, l'éducation (frais de scolarité pour l'enseignement secondaire) et enfin par le poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (maintenance/reconstruction et GPL). La Banque centrale prévoit une poursuite de la hausse de l’inflation jusqu’à la fin de l’année qui pourrait atteindre 70% en glissement annuel avant de ralentir progressivement en 2023.

Augmentation de 100 pdb des taux directeurs de la Banque Centrale.

Le Conseil monétaire de la Banque centrale, lors de sa réunion du 6 juillet 2022, a décidé d'augmenter le taux de la facilité de dépôt permanente (SDFR) et le taux de la facilité permanente de prêt (SLFR) de la Banque centrale de 100 points de base à 14,50% et 15,50%, respectivement. Compte tenu de la hausse plus élevée que prévu de l'inflation au cours des derniers mois et de la prévision d'une inflation élevée au cours de la période à venir, le Conseil a estimé qu'un nouveau resserrement de la politique monétaire était nécessaire pour contenir les anticipations défavorables en matière d'inflation. Pour arriver à cette décision, le Conseil a pesé l'impact du resserrement des conditions monétaires sur l'activité économique globale, y compris les PME, et la performance du secteur financier, par rapport aux conséquences néfastes de grande envergure de toute escalade des prix. Dans l'ensemble, le Conseil a estimé que cet ajustement de la politique contribuerait à orienter les anticipations d'inflation autour du niveau cible d'inflation (4-6%) à moyen terme. Le conseil a souligné que ce resserrement de la politique monétaire devait être complété par une consolidation de la situation budgétaire avec une réduction du déficit public et par la mise en place de programmes de protection sociale en faveur des populations vulnérables.

L’Inde premier bailleur de fonds bilatéral de Sri Lanka sur les quatre premiers mois de l’année 2022.

Selon le ministère des Finances, sur les quatre premiers mois de l’année 2022, le montant des financements officiels extérieurs décaissés en faveur de Sri Lanka s’est élevé à 969 M USD dont 537 M USD de financements bilatéraux et 432 M USD de financements multilatéraux (BAsD : 360 M USD et Banque Mondiale : 67 M USD). L’Inde a été de loin le premier bailleur bilatéral de Sri Lanka avec un montant de décaissements de 377 M USD, devant la Chine (68 M USD), le Japon (42 M USD) et la France (21 M USD). En termes d’engagements, le montant des nouveaux financements extérieurs obtenus par le gouvernement sri lankais s’est élevé à 1,55 Md USD, à savoir, deux financements indiens (State Bank of India et Exim Bank of India) de 500 M USD pour l’achat de produits pétroliers et de 1 Md USD pour l’achat de produits essentiels, un prêt du Koweït de 33 M USD pour équiper l’université de médecine de Moratuwa et un prêt de 17 M USD d’Allemagne pour la construction d’un centre de formation professionnelle dans le sud de l’île (Matara). Au 30 avril 2022, la dette publique extérieure s’élevait à 35 Mds USD. Ce chiffre n’inclut pas les dettes des entreprises publiques garanties par l’Etat.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Moody's** | | **Standard & Poor's** | | **Fitch** | | **Coface** | |
|  | **Note-pays** | **Perspective** | **Note** | **Perspective** | **Note** | **Perspective** | **Risque-pays** | **Climat des affaires** |
| **Inde** | Baa3 | Stable | BBB- | Stable | BBB- | Stable | A4 | B |
| **Bangladesh** | Ba3 | Stable | BB- | Stable | BB- | Stable | C | D |
| **Pakistan** | B3 | Négative | B- | Stable | B- | Stable | D | D |
| **Sri Lanka** | Ca | Stable | CC | Négative | C | - | D | B |
| **Maldives** | Caa1 | Stable | - | - | B- | Stable | C | C |



**La direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [**www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s’abonner : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo : © DG Trésor